



Cesla Amarelle intervient au sujet d'un séminaire sur la didactique de l'histoire palestinienne à la HEP

La suspension d'un cours critiquée



La ministre Cesla Amarelle est intervenue cet été pour demander à la HEP de respecter l'équilibre des points de vue au sujet de la question palestinienne. Keystone-archives

« SELVER KABACALMAN

Formation » Un enseignement sur l'exode palestinien de 1948 à la Haute Ecole pédagogique vaudoise (HEP) crée des remous. La ministre de la Formation Cesla Amarelle est intervenue cet été pour demander à la HEP de respecter l'équilibre des points de vue. A la suite de quoi, l'école a suspendu le cours, révélait un article de *Gauchebo* le 4 octobre dernier. Une décision qui suscite l'indignation de plusieurs chercheurs.

«Je me dois de garantir un débat serein»

Guillaume Vanhulst

«1948: connaître et enseigner la Nakba palestinienne» était l'intitulé du cours en question. La Nakba, qui signifie «catastrophe» en arabe, désigne le déplacement forcé de 700 000 Palestiniens à la création de l'Etat d'Israël en 1948. Proposé dans le cadre d'une formation continue, ce séminaire facultatif de deux jours était prévu les 29 et 30 octobre prochains. Destiné à des enseignants d'histoire du secondaire, le cours a été suspendu par la HEP.

Deux plaintes

La raison? L'intervention de la conseillère d'Etat socialiste auprès du Comité de direction de la HEP en juillet dernier. «Nous avons eu une réunion générale avec M^{me} Amarelle. Elle a fait mention d'avoir été contactée

par plusieurs personnes», rapporte Guillaume Vanhulst, le recteur de l'école. Une dizaine, en tout, explique le porte-parole de la ministre Julien Schekter. La HEP a aussi été alertée par deux plaintes directes au mois de septembre.

Parmi les contestataires figure Jacques Ehrenfreund, titulaire de la chaire d'histoire des Juifs et du judaïsme à l'Université de Lausanne. Contacté, il ne souhaite pas s'exprimer. Pourtant, il avait déclaré il y a quelques jours à nos confrères de *24 heures* que «la Nakba, qui signifie à peu près la même chose que le mot Shoah, en arabe, est utilisée dans une large mesure pour contrer et reproduire la Shoah à des fins partisans». Il indiquait aussi qu'«organiser un cours sur ce thème à l'occasion des 70 ans de la



création de l'Etat d'Israël est assez étonnant. Cela ne me pose aucun problème que tous les aspects des événements de 1948 soient abordés, mais alors il faut le faire de manière équilibrée, avec des historiens spécialistes et pas des militants.»

Deux intervenants visés

Les réactions visent deux des intervenants: Ilan Pappé, professeur d'histoire à Exeter, et Shlomo Sand, professeur émérite à Tel-Aviv, connu pour deux de ses ouvrages: *Comment le peuple juif fut inventé* et *Comment j'ai cessé d'être juif*. Ces historiens sont très critiques envers Israël et leurs thèses vivement discutées.

Julien Schekter indique que la conseillère d'Etat «s'est inquiétée pour l'équilibre des points de vue» et «a interpellé la HEP dans ce sens». Suite à cela, le comité de direction de la HEP, par la voix de son recteur, a demandé de suspendre l'organisation du cours.

«Nous avons tenté d'apporter une lecture complémentaire en contactant l'historien Elie Barnavi (ancien ambassadeur d'Israël en France, ndlr), explique le recteur. Mais nous n'avons pas reçu de réponse et les délais devenaient trop courts. Nous avons alors décidé de suspendre ce cours.»

Faut-il pour autant toujours assurer un équilibre des points de vue? «Non, pas nécessairement. Nous n'avons par exemple pas invité de climatologiste lors de la conférence de Martin Beniston», répond Guillaume Vanhulst. Reste que cette fois-ci, la critique a pris une ampleur sans précédent. «Je me dois de garantir un débat serein pour que ce cours ne dégénère pas en tribune politique, joute oratoire ou pugilat verbal», rétorque-t-il, assurant par ailleurs que cette formation aura bien lieu, plus

tard, avec ces intervenants et d'autres.

Chercheurs surpris

Cette suspension provisoire surprend plusieurs chercheurs. «Cette censure constitue un dangereux précédent pour la liberté intellectuelle dans le monde enseignant et dans celui de sa formation», explique l'historien Charles Heimberg, de l'Université de Genève. «Le terme «militant» est dépréciatif et vise à délégitimer le travail du chercheur visé, qui peut avoir une réflexion critique et un point de vue engagé étayé scientifiquement», poursuit-il. Et il ajoute: «Ces historiens israéliens incarnent la pluralité de la société israélienne.»

De son côté, Riccardo Bocco, professeur de sociologie politique à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève, s'étonne aussi de cette suspension. «Est-ce qu'on invite des historiens palestiniens quand on parle de l'histoire d'Israël?» questionne-t-il. Le chercheur rappelle que Shlomo Sand et Ilan Pappé font partie des «nouveaux historiens israéliens», les premiers à avoir pu travailler sur les archives du Ministère de la Défense, apportant un nouvel éclairage sur les événements de 1948 et remettant en cause l'historiographie officielle.

Pour Gilles Pierrehumbert, du syndicat SUD-Education, c'est du «jamais-vu» en vingt ans d'engagement. «La HEP est libre d'organiser ses cours. Les institutions d'enseignement supérieur sont autonomes. La cheffe du département n'a pas à décider de ce qui est équilibré ou non, s'indigne-t-il. Le cours était par ailleurs destiné à des enseignants, qualifiés, qui savent ce qu'ils font. C'est aussi une façon de remettre en question leur libre arbitre et leur professionnalisme», déplore-t-il. »